

FINMA_VERSICHERUNGSRECHT 20020111_f_ch_b_02 vom 11. Januar 2002

FINMA Versicherungsrecht, 2002-01-11, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/finma_versicherungsrecht_20020111_f_ch_b_02

FR: FINMA_VERSICHERUNGSRECHT 20020111_f_ch_b_02 du 11 janvier 2002

IT: FINMA_VERSICHERUNGSRECHT 20020111_f_ch_b_02 del 11 gennaio 2002

Erwägungen

E. 1

)• c) Saisi d'un recours de droit public, le Tribunal fédéral n'examine que les griefs d'ordre constitutionnel in-

- 7 - vogueés et suffisamment motivés dans l'acte de recours (art. 90 al. 1 let. b OJ; 127 138 consid. 3c; 127 III 279 consid. 1c; 126 III 524 consid. 1c, 534 consid. 1b).

E. 2

Dans un premier moyen, les secourantes préten- dent que l'intimée n'a jamais regardé à gauche, en direction du véhicule de dame B. , avant de s'engager sur le passage de sécurité pour traverser l'avenue Général Guisan. Les recourantes soutiennent que, dans l'appréciation des preuves ayant trait au comportement de la demanderesse avant l'accident, la cour cantonale aurait fait preuve d'arbitrai- re. La Cour civile aurait encore violé leur droit d'être en- tendues en ne mentionnant pas dans l'état de fait "le résul- tat de la procédure probatoire constituée par l'expertise'. a) La critique, qui comprend plusieurs facettes, soulève d'emblée la question de l'épuisement préalable des instances cantonales. Selon ce principe, ancré à l'art. 86 al. 1 OJ, le recours de droit public n'est recevable qu'à l'encontre des décisions prises en dernière instance cantonale. La disposi- tion citée a pour conséquence que seuls sont recevables de- vant le Tribunal fédéral les moyens qui, à supposer qu'ils puissent être portés devant l'autorité cantonale de dernière instance, ont effectivement été présentés à cette autorité. Elle a pour corollaire l'irrecevabilité, dans le cadre d'un recours de droit public, et du moyen présenté devant une cour supérieure cantonale que celle-ci n'a pas examiné pour des raisons formelles, non critiquées en instance de recours de droit public, et du moyen recevable que la partie recourante a renoncé, expressément ou par acte concluant, à invoquer de- vant l'autorité cantonale suprême (cf. ATF 116 la 78 consid. 1b; 98 la 647 consid. 2; 66 i 174; Kälin, Das Verfahren der staatsrechtlichen Beschwerde, 2e éd., p. 330) .

8 La jurisprudence a récemment posé, à propos de l'examen de la recevabilité du recours de droit public, qu'en procédure civile vaudoise le grief tiré de l'appréciation ar- bitraire des preuves peut faire l'objet du recours en nullité de l'art. 444 CPC vaud. Partant, avant de saisir le Tribunal fédéral, la partie recourante doit soumettre ses griefs d'ar- bitraire dans l'appréciation des preuves à la Chambre des re- cours du Tribunal cantonal vaudois (ATF 126 I 257). En l'espèce, les défenderesses ont certes formé un recours en nullité pour appréciation arbitraire des preuves, mais ont choisi délibérément de le retirer avant que la Cham- bre des recours ne statue sur son mérite. I l'appert ainsi que les moyens fondés sur l'appréciation arbitraire des preuves prétendument commise par la Cour civile n'ont pas été présen- tés à l'autorité cantonale de dernière instance, de sorte que, conformément au

principe de l'épuisement des moyens de droit cantonaux, les recourantes sont désormais irrecevables à les faire valoir devant le Tribunal fédéral en instance de recours de droit public. Cela dit, on peut examiner le grief plus en détail. b) aa) Les recourantes prétendent que la cour cantonale aurait violé leur droit d'être entendues en ignorant les conséquences qu'entraînait la maladie de Bechterew sur les possibilités visuelles de la demanderesse. Ces éléments de fait pertinents, qui voudraient que "pour dame C. voir ou regarder à gauche ou à droite = déplacer les pieds à gauche ou à droite", auraient fait l'objet de leurs allégués nos 98 et 105 soumis à la preuve par expertise. La jurisprudence a déduit du droit d'être entendu, garanti par l'art. 29 al. 2 Cst., en particulier le droit pour le justiciable de s'expliquer avant qu'une décision ne soit prise à son détriment, celui de fournir des preuves quant aux faits de nature à influencer sur le sort de la décision, celui d'avoir accès au dossier, celui de participer à l'administration des preuves, d'en prendre connaissance et de se déterminer à leurs propos (ATF 126 115 consid. 2a; 124 I 49 consid. 3a, 241 consid. 2; 124 V 180 consid. 1a). S'agissant plus précisément du droit de fournir des preuves, la jurisprudence a exposé que l'autorité avait l'obligation de donner suite aux offres de preuve présentées en temps utile et dans les formes requises, à moins qu'elles ne soient manifestement inaptes à apporter la preuve ou qu'il s'agisse de prouver un fait sans pertinence (ATF 115 la 8 consid. 2b; 114 la 97 consid. 2a; 106 la 161 consid. 2b). L'allégué 98 des défenderesses, qui se rapporte à la morphologie de la demanderesse, a la teneur suivante: ... due en partie à la maladie de Bechterew dont elle souffre depuis l'âge de 20 ans environ". Quant à l'allégué 105, son contenu est le suivant: "De plus, étant bossue et ne pouvant tenir la tête droite, son angle de vision est encore réduit d'autant". Ces deux allégués ont été offerts à la preuve par expertise. La Cour civile a donné suite à cette offre de preuve puisque l'expert Z., au sujet de ces allégués, a précisé en résumé, comme le retient le jugement déféré à la page 15, que l'intimée souffre d'une forme voûtée de la maladie de Bechterew, avec ankylose sévère irréversible, qu'en raison de cette affection la demanderesse ne pouvait tenir la tête droite et que la détermination de l'angle de vision de celle-ci lors de l'accident du 7 octobre 1992 pourrait être appréciée par une reconstitution "en tenant compte toutefois de l'aggravation de 20° de la cyphose dorsale constituant les séquelles durables et irréversibles dudit accident". On ne voit donc pas que les recourantes aient été empêchées de s'exprimer d'une quelconque manière sur les faits pertinents ou qu'elles aient été privées de la possi-

- bilité de proposer des modes ou moyens de preuve. La critique concerne en réalité moins le droit d'être entendu que l'appréciation des preuves, et singulièrement de l'expertise, laquelle, comme on l'a vu, ne saurait plus être soumise à la juridiction fédérale en instance de recours de droit public. Ce pan du grief est dénué de fondement. bb) Pour les recourantes, l'intimée ne pouvait faire face au passage de sécurité, ainsi que la cour cantonale l'a retenu au considérant 2a du jugement déféré, et simultanément regarder à gauche sans déplacer les pieds. La Cour civile aurait retenu que la demanderesse a regardé à gauche avant de s'engager sur le passage pour piétons en se fondant sur un rapport de police qui aurait erronément relaté les déclarations de dame B. Cette branche du grief, qui revient à s'en prendre à l'appréciation opérée par les juges cantonaux du rapport de la police municipale de Pully du 13 octobre 1992, est irrecevable (cf. considérant 2a ci-dessus). cc) A suivre les recourantes, dans aucune des phases précédant l'accident, qui seraient au nombre de quatre, la demanderesse, au vu des constatations médicales relatives à la maladie de Bechterew, n'aurait regardé préalablement à gauche, en direction de la voiture de dame

B. , lors- qu'elle a décidé de traverser la chaussée. Les défenderesses s'appuient sur les déclarations de l'automobiliste D. , dont elles déduisent, semble-t-il, que l'intimée, avant de s'engager sur le passage pour piétons, est restée figée en face de ce passage de sécurité, le regard braqué vers le sol. La critique, purement appellatoire, est de surcroît irrecevable, du moment qu'elle concerne l'appréciation de la

déposition d'un témoin par les juges cantonaux (cf. considérant 2a ci-dessus). Les recourantes affirment que la demanderesse s'est engagée sur la chaussée à l'improviste. Elle fait grief à l'autorité cantonale d'avoir apprécié arbitrairement le témoignage de D. recueilli pendant l'instruction du procès civil, déposition qui "gommerait" trois précédentes déclarations divergentes du même témoin. L'appréciation du témoignage en cause ne saurait être revue dans la présente instance de recours de droit public, en raison de la subsidiarité relative de cette voie de droit (art. 86 al. 1 OJ). Les défenderesses n'indiquent en outre pas quelle disposition de la procédure cantonale les magistrats vaudois auraient arbitrairement transgressée en privilégiant les déclarations d'un témoin, qui a été entendu, après avoir été exhorté à le faire par le juge instructeur de IA Cour civile (art. 90 al. 1 let. b OJ; ATF 122 170 consid. lc; 119 la 197 consid. id). Le moyen est totalement irrecevable.

E. 4

Les recourantes sont d'avis que c'est de manière parfaitement arbitraire que l'autorité cantonale a considéré que l'intimée n'avait aucun besoin de faire un signe de la main pour manifester son intention de traverser. Et de se référer à l'art. 6 al. 1 aOCR et 86 LCR. Le moyen concerne en fait l'atténuation ou l'exclusion de la responsabilité civile du détenteur au sens de l'art. 59 LCR. Touchant ainsi à l'application du droit fédéral, il peut être invoqué dans le recours en réforme, de tel-

le sorte qu'il est irrecevable dans le recours de droit public, en vertu de l'art. 84 al. 2 OJ.

E. 5

Les recourantes reprochent à la Cour civile d'avoir rejeté arbitrairement les conclusions du rapport d'expertise automobile. De plus, les allégués 35 et 83 de la demanderesse n'auraient pas été repris dans les faits, ce qui constituerait une violation du droit d'être entendu et un traitement inéquitable en procédure au sens de l'art. 29 Cst. Enfin, la cour cantonale aurait appliqué de manière insoutenable l'art. 86 LCR. La critique relative à la manière dont la cour cantonale a apprécié les conclusions de l'expertise technique a trait à l'appréciation des preuves, d'où son irrecevabilité (cf. considérant 2a supra) . Les allégués 35 et 83 de la demanderesse, sur lesquels les recourantes ont pu se déterminer dans leurs écritures, ont été offerts à la preuve par expertise, laquelle a été acceptée par l'autorité cantonale. L'expert Z. s'est prononcé sur lesdits allégués; les réponses de l'expert ont été reprises aux pages 13 (pour l'allégué 35) et 14 et 15 (pour l'allégué 83) du jugement cantonal. On cherche donc vainement quelle atteinte au droit d'être entendu pourrait entrer en considération. Quant aux griefs de violation du droit à un procès équitable consacré à l'art. 29 al. 1 Cst., voire du droit à l'égalité de traitement tel qu'il découle de l'art. 8 al. 1 Cst., à défaut d'être accompagnés de la moindre explication, ils sont irrecevables (art. 90 al. 1 let. b OJ). La critique à propos de l'art. 86 LCR a bien évidemment trait au droit fédéral; elle est en conséquence irre-

- 13 - cevable, en raison de la subsidiarité absolue du recours de droit public (art. 84 al. 2 OJ). Le moyen est privé de fondement dans la mesure de sa recevabilité.

E. 6

Dans un dernier moyen, les recourantes soutiennent que l'autorité cantonale a déterminé arbitrairement la perte de gain passée et la perte de gain future de la demanderesse. En appréciant de manière gravement fautive les attestations de salaire produites par l'ancien employeur de l'intimée, la cour cantonale aurait reconnu un dommage futur supérieur de plus de 50 000 fr. au calcul effectué par la demanderesse elle-même. Comme on l'a dit au considérant 2a supra, faute d'avoir épuisé les moyens de droit cantonaux, les défendresses sont irrecevables & critiquer l'appréciation des attestations de salaire précitées telle qu'elle a été effectuée par les magistrats vaudois. Quant au calcul du préjudice déjà subi et du préjudice futur de la lésée, il s'agit là de questions qui relèvent de l'application du droit fédéral, et plus particulièrement de l'art. 46 al. i CO, si bien qu'elles sont irrecevables dès l'instant où la voie de la réforme est en occurrence ouverte (art. 84 al. 2 OJ).

E. 7

Au vu de ce qui précède, le recours doit être rejeté dans la faible mesure de sa recevabilité. Vu l'issue de la querelle, les frais et dépens doivent être mis solidairement à la charge des recourantes qui succombent (art. 156 al. 1 et 7 et 159 al. 1 et 5 OJ).

- 14 -

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.